

LE général Franco tente actuellement de lancer dans les pays démocratiques une campagne ayant pour objet immédiat sa réintégration dans la communauté internationale. Le principal argument que Franco utilise est l'attitude des Etats-Unis dont la volonté de conciliation à son égard serait évidente et devrait entraîner l'adhésion générale.

Or, cette affirmation est erronée. La majorité des Américains — dont la quasi-totalité des esprits éclairés des Etats-Unis — s'oppose à la reconnaissance de Franco qui est considéré par eux sous sa véritable qualité : un fasciste.

Quel article de presse a fait état de la déclaration du Président Truman du 30 mars 1950 faite à Key West devant Antony Leviero, correspondant du *New York Times* et dans laquelle le Président reconnaît qu'il n'y a aucune différence entre le gouvernement de Hitler et le gouvernement de Franco en Espagne.

Tel est le véritable sentiment des Américains.

Pour en convaincre les lecteurs français, nous offrons la traduction d'une brochure éditée par le groupement « Pour une action démocratique » (1).

Cette brochure, rédigée par des Américains, répond à toutes les préoccupations que pose la survivance de régimes fascistes dans l'Europe occidentale en 1950.

Qu'il soit simplement permis d'ajouter pour les lecteurs français deux observations :

En premier lieu, la France abrite depuis de longues années le gouvernement républicain espagnol en exil. Ce gouvernement de républicains de toutes nuances politiques, exception faite d'extrémistes de droite ou de gauche, est composé de ceux mêmes qui, avant la guerre civile, avaient accordé en Espagne une place privilégiée aux intérêts français.

En second lieu, la tradition de la politique étrangère française exige qu'il y ait au delà des Pyrénées un gouvernement ami.

Cette règle, méconnue par nos dirigeants, aurait, si elle avait été respectée, modifié la situation de la France au moment du désastre de 1940.

Si l'erreur première ne peut être réparée qu'en faible partie, encore faut-il ne point négliger la leçon.

« L'ASSOCIATION DES AMIS
DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE. »

(1) *Americans for Democratic Action*, 1740 K Street N.W., Washington 6, D. C.

LE problème de nos relations avec l'Espagne revêt un sens particulier en 1950 parce que notre pays est devenu le chef de file du monde démocratique.

Nous possédons la foi et partageons la conviction que notre monde n'est pas encore placé devant la fatalité du choix entre le fascisme et le communisme. Ces mêmes foi et conviction sont nettement ressenties par les millions d'hommes et de femmes du monde entier, dont l'adhésion à notre cause démocratique est nécessaire pour assurer la défense des principes de liberté.

Il est donc absolument nécessaire que les Américains comprennent clairement les problèmes qu'impliquent nos relations avec l'Espagne. A tous ceux qui croient que notre politique doit être fondée sur l'analyse concrète des faits, nous recommandons cet exposé sous forme de questions et réponses qui a été préparé par les Américains « Pour une action démocratique ».

ELMER DAVIS,
QUINOY HOWE,
EDGAR ANSEL MOWRER,
IRVING PFLAUM,
LELAND STOWE.

Les Américains se préoccupent à nouveau de la question espagnole. Qui l'a remise à l'ordre du jour ? C'est Francisco Franco lui-même. Lui et son gouvernement en Espagne demandent l'aide des États-Unis. Pour procurer aux Américains qui réfléchissent à ces questions, les éléments nécessaires à l'appréciation de l'appel du gouvernement de Franco à l'aide américaine, voici quelques questions essentielles :

Qu'est-ce que Franco attend des Américains ?

Il veut que le Gouvernement des États-Unis

envoie en Espagne un ambassadeur, avec ou sans l'approbation des Nations Unies. Il veut que le Gouvernement des États-Unis garantisse sa dictature en tant que membre du Pacte Atlantique et de l'Union occidentale. Mais tout spécialement, il veut des dollars américains, les dollars que nous payons en impôts, pour maintenir son régime en Espagne.

Franco est-il dans l'embarras ?

Oui, et il l'est même sérieusement. Son gouvernement

est sur le point de faire faillite. Il n'a plus que 85.000.000 de dollars or. Le gouvernement de Franco veut emprunter pour le moins 400.000.000 de dollars aux États-Unis, et pour se maintenir aura besoin au moins de 1.450.000.000 de dollars au cours des quatre prochaines années, si l'on en croit les chiffres publiés par la Banque Urquijo, banque de Madrid qui soutient Franco. Il est inutile de dire que Franco serait heureux d'obtenir un prêt américain, si infime soit-il, pour persuader les gens d'Espagne et d'ailleurs que les États-Unis soutiennent son gouvernement.

Une attitude amicale envers Franco cadre-t-elle avec notre politique étrangère ?

Non. Les États-Unis sont en train de dépenser

plusieurs millions en Europe occidentale pour affermir la résistance des pays démocratiques contre l'expansion du communisme. L'aide amé-

ricaine à l'Espagne franquiste serait au contraire d'un grand secours aux propagandistes de Moscou qui s'efforcent de convaincre le reste du monde que les Américains soutiennent les dictatures — comme celle de Franco en Espagne — et se soucient peu de la démocratie en Europe ou ailleurs.

Est-il possible que l'assistance envers Franco devienne politique américaine ?

C'est très possible à moins que les principes de cette politique ne soient éclaircis et compris. Le dernier compte rendu sur l'Espagne du secrétaire Acheson, quoique condamnant le manque de liberté démocratique en Espagne franquiste, n'est pas clair sur ce point.

Franco est-il anti-communiste ? Oui.

Alors pourquoi ne pas accepter Franco pour allié ?

Le secrétaire d'État américain Dean

Acheson a répondu à cette question le 11 mai 1949. Il a déclaré que le gouvernement franquiste en Espagne refusait au peuple espagnol quatre droits essentiels : la liberté individuelle et l'*habeas corpus*, la liberté de la défense en justice, la liberté religieuse et la liberté d'association politique, commerciale et sociale.

Il a dit : « Ces quelques droits essentiels et fondamentaux de l'individu qui font la différence entre ce que nous appelons l'Europe libre et les pays du rideau de fer — ces droits là n'existent pas en Espagne et les Espagnols sont empêchés d'en jouir par la faute du gouvernement espagnol ». Dans son tout dernier rapport sur l'Espagne, le secrétaire Acheson expliquait pourquoi l'Espagne franquiste n'était pas une alliée acceptable pour l'Alliance occidentale. Il a dit que l'Alliance « n'est pas une simple réaction au communisme. C'est plutôt un programme positif pour soutenir et renforcer les libertés démocratiques sur le plan politique, économique et militaire. En l'occurrence, la participation du présent gouvernement espagnol — à moins qu'il n'y ait quelque indice d'évolution vers un gouvernement plus démocratique en Espagne et jusqu'à ce moment-là — affaiblirait plutôt qu'il ne renforcerait l'effort collectif pour sauvegarder et affermir la démocratie.

Nous prêtons de l'argent à la dictature de Tito en Yougoslavie. Pourquoi pas à Franco ?

En aidant Tito nous portons atteinte à la Russie. Tito est en train de

démontrer aux communistes qu'ils n'ont pas besoin d'obéir à Moscou. Si nous aidions l'Espagne de Franco nous ne porterions atteinte à personne qu'à nous-mêmes et au peuple espagnol. Nous perdriions des amis et notre influence auprès du monde démocratique. Ce faisant, nous aiderions la Russie.

Nous reconnaissons la Russie. Pourquoi ne pas reconnaître l'Espagne de Franco ?

Mais c'est que nous reconnaissons l'Espagne de Franco.

Nous avons en Espagne une ambassade et des consulats. Nous n'y avons pas un ambassadeur parce qu'en 1946, l'assemblée des Nations Unies demanda à ses membres de retirer d'Espagne leurs chefs de mission jusqu'à ce que soit changé le gouvernement de Franco. Cette résolution figure toujours dans les archives des Nations Unies, et aussi longtemps que nous en serons membres, nous nous sentirons engagés vis-à-vis de cette résolution, jusqu'à ce qu'elle disparaisse du dossier.

Qu'arrivera-t-il si l'exclusion de l'Espagne par les Nations Unies est révisée ?

Tout d'abord, les Etats-Unis seront libres d'envoyer un

ambassadeur à Franco. La chose en soi n'aurait pas beaucoup d'importance si ce n'était que Franco y gagnerait un certain prestige. En outre, une autre décision des Nations Unies exclut Franco comme membre des divers organes des Nations Unies. Si cette interdiction est levée, Franco sera à même de réclamer la qualité de membre (ou de demander aide) dans un de ces organes tels que : La Banque Mondiale, la Fondation Monétaire Internationale et l'Organisation du Ravitaillement et de l'Agriculture. Franco veut l'appui des Etats-Unis pour obtenir des prêts de dollars et d'autres secours. C'est en réalité son seul but.

La résolution des Nations Unies est-elle notre unique raison pour refuser notre aide à Franco ?

Certainement pas. Il y a nombre d'autres raisons : économiques, politiques et militaires.

Quelles sont les objections économiques ?

Avant tout, et toute autre considération

mise à part, Franco représente un risque qui ne vaut pas la peine d'être couru. Son gouvernement est la proie d'une corruption qui a sapé les forces économiques du pays. La production agricole de 1940 à 1948 a seulement atteint 65 % de la production agricole des années de 1930 à 1935. L'activité industrielle en Espagne, d'après l'Association de politique étrangère, est inférieure au niveau des années 1922-1926. Les revenus nationaux se sont considérablement amoindris pendant le régime de Franco. D'après les propos du gouvernement de Franco, appuyés sur les prix officiels, le coût de la vie en Espagne est à peu près six fois plus élevé qu'il ne l'était en 1936, le salaire des ouvriers ayant seulement doublé. Le budget du gouvernement absorbe environ 26 % des revenus et, d'autre part, 10 à 15 % du revenu national est détourné par les parasites officiels et la corruption organisée. Ainsi, le total des dépenses du gouvernement sur le revenu national atteint près de 40 %. L'Espagne franquiste représente un risque désespéré en cas de prêt.

Franco obtient-il des prêts en dollars de la part des Banques privées ?

Oui. Il obtint l'an dernier un prêt privé. La Chase National Bank lui prêta 25.000.000 de dollars, mais seulement après que le gouvernement de Franco eut déposé à Londres une valeur or supérieure aux 25 millions de dollars, équivalant non seulement au principal, mais aussi aux intérêts du prêt. Franco aurait pu vendre l'or, bien entendu, mais il préféra emprunter à une banque américaine, espérant que le contrat resterait secret et qu'il pourrait ainsi plus facilement obtenir d'autres prêts. Mais depuis il n'y a eu aucun banquier qui veuille lui prêter des dollars, à moins d'une garantie de 100 %.

Y-a-t-il un interdit jeté sur les prêts privés à Franco ?

Non, mais il ne peut trouver un banquier

qui veuille courir le risque. C'est pour cela qu'il veut un prêt du gouvernement des Etats-Unis lui-même.

L'Espagne franquiste ne se procure-t-elle aucun crédit par le commerce ?

Non. Depuis Franco, l'Espagne ne cesse de voir augmenter

son déficit commercial avec le reste du monde. En

1948, le déficit était de 68.000.000 de dollars, les derniers chiffres pour 1949 révéleront sans doute un déficit encore plus grand.

Le commerce des Etats-Unis avec l'Espagne est-il inférieur à celui des autres pays ?

Au contraire, les Etats-Unis achètent partie plus importante qu'à l'ordinaire du total des exportations de l'Espagne. Il est vrai que cette part n'est pas grande. En 1934, les Etats-Unis achetaient moins des 9 % de l'exportation espagnole, l'Angleterre 23 %, la France 11 % et 4 % allaient aux colonies espagnoles. En 1948, la part des Etats-Unis dans l'exportation espagnole s'élève à 9,5 % tandis que l'Angleterre achète seulement 14 % du total, la part de la France dans l'exportation espagnole étant descendue à 3,5 %. Ainsi, l'Espagne est-elle à présent obligée de vendre les 26 % de ses exportations à ses colonies.

Et quels sont les achats de l'Espagne aux Etats-Unis ?

Les demandes de l'Espagne aux Etats-Unis ont été limitées aux achats qu'elle peut financer par ses ressources courantes. Le résultat est que les Etats-Unis vendent à présent à l'Espagne à peu près la moitié de ce qu'ils lui vendaient en 1947, mais la même chose s'est passée pour les expositions britanniques et françaises envers l'Espagne.

Quelles sont les matières premières et les denrées espagnoles dont nous avons besoin et que nous ne pouvons acquérir auprès des pays amis ?

Aucune. Le liège, les olives, le mercure, en un mot tout ce que l'Espagne vend aux Etats-Unis peut être acheté n'importe où au même prix, ou moins cher.

D'autres pays ont-ils accordé des prêts ou des crédits à l'Espagne ?

Oui. Franco a entretenu des relations très amicales avec le président Juan Peron en Argentine. Il n'y a pas longtemps que l'Argentine a donné à l'Espagne le prêt et le crédit le plus sensationnel de toute l'his-

toire argentine, mais récemment l'Argentine a refusé à l'Espagne de nouvelles concessions jusqu'à ce que le gouvernement espagnol se soit acquitté envers l'Argentine des anciens prêts qui représentent des centaines de millions de dollars d'arriérés. D'autres pays, en particulier l'Angleterre, ont accordé à l'Espagne de Franco des crédits commerciaux, mais ils sont subordonnés à l'apport des denrées espagnoles, année par année. Franco n'a pu obtenir le genre de prêt indispensable pour maintenir son gouvernement.

Franco compte-t-il sur un prêt des Etats-Unis ?

Très certainement. Les hommes d'affaires et les banquiers espagnols qui soutinrent jadis Franco parce qu'il leur permit de faire de gros profits sont à présent impatients de le voir hors jeu. Plusieurs d'entre eux pensent que l'Espagne ne sera pas capable d'emprunter l'argent dont elle a besoin aussi longtemps que Franco sera au pouvoir. Mais Franco leur demande d'attendre — il dit qu'il aura l'aide des Américains au moment voulu pour renflouer son gouvernement.

L'aide américaine à Franco irait-elle aux Espagnols affamés ?

Bien peu de l'aide américaine arriverait aux pauvres espagnols si elle était donnée au gouvernement de Franco. L'Espagne franquiste s'enrichit énormément pendant la guerre mondiale et les amis de Franco firent de belles fortunes, mais le niveau de vie de l'ouvrier espagnol ne fit qu'empirer au lieu de s'améliorer. L'Associated Press rapporte de Madrid le 21 février 1949 que les conditions économiques pour l'ouvrier madrilène sont « les plus dures de toute l'Europe, sans excepter les pays derrière le rideau de fer ». Sous Franco, l'Espagne est le pays idéal pour l'homme riche. Si les Américains veulent ravitailler les Espagnols, affamés, cela se peut faire uniquement par l'entremise d'une organisation américaine — comme Care ou le Comité de service des amis américains (Quaker) qui distribuerait directement la nourriture aux Espagnols qui en ont besoin et non au parti de la Phalange.

Et pour les questions militaires Franco n'a-t-il pas une armée importante ?

Oui, mais c'est le genre d'armée faite pour maintenir un état policier, et non point une armée pour com-

battre l'ennemi extérieur. Il y a environ 300.000 hommes dans l'armée espagnole, avec une collection dépareillée d'armes de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste que Franco avait reçu de ses alliés pendant la guerre civile espagnole. L'aviation espagnole compte 4.400 officiers et 35.000 hommes engagés, mais seulement 350 appareils d'origine allemande ou italienne et la plupart démodés. Dans la marine espagnole, il y a cinq croiseurs et environ soixante-dix autres bâtiments. Aucun des bateaux de guerre n'a de radar, ni d'équipement en cas d'incendie. Franco n'a guère à montrer pour les 5 milliards 400 millions de dollars qu'il a dépensés pour ses forces armées depuis 1939.

Les Espagnols ne seraient-ils pas utiles en cas d'une guerre entre l'Occident et la Russie ?

Peut-être, si les Etats-Unis dépensent un milliard de dollars en Es-

pagne à remettre en état les routes et les voies ferrées et à équiper les soldats espagnols. Mais l'on doit se souvenir que la plupart des Espagnols combattirent contre Franco, et non à ses côtés, pendant la guerre civile. Cette guerre civile s'est terminée il y a dix ans, mais il est dangereux de traverser de nuit les régions montagneuses en Espagne.

La résistance au régime franquiste est-elle vraiment forte ?

Oui, en nombre. Non en armes. Dix années de dicta-

ture militaire avec des milliers d'exécutions et des dizaines de milliers d'emprisonnements qui durent encore découragent toute opposition effective. Mais s'il y avait une guerre entre l'Occident et la Russie et si les Etats-Unis essayaient d'utiliser Franco et le peuple espagnol comme alliés, des centaines de milliers d'Espagnols préféreraient combattre contre lui que pour lui. N'oubliez pas l'expérience des Allemands en Yougoslavie pendant la deuxième guerre mondiale; ils essayèrent d'employer une dictature impopulaire pour les servir en tant qu'alliés et ils dépensèrent des forces considérables en Yougoslavie pour y combattre des « guerrillas ».

Cette situation se reproduirait dans l'Espagne franquiste.

L'Espagne ne serait-elle pas une base d'aviation utile et providentielle en cas d'une invasion sur l'Europe Occidentale ?

Des bases aériennes en pays amis comme en Norvège, dans les Iles britanniques, l'Afri-

que du Nord et la Turquie sont plus près des cibles que notre aviation voudrait atteindre. Si les Russes enfoncent les lignes défensives en Europe occidentale, depuis le Rhin et le Pô jusqu'aux Pyrénées, ils ne s'arrêteront sûrement pas là. Mieux, les populations vivant aux deux extrémités des Pyrénées, basques et catalans, fortement anti-communistes, combattirent Franco pendant la guerre civile.

Si nous n'aidons pas Franco, celui-ci se joindrait-il aux Russes ?

Non. N'oublions pas que Franco fit tout ce qu'il put,

sans être en guerre, pour aider l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste à battre les Nations Unies, y compris la Russie. S'il ne pouvait rester neutre pendant une guerre, il voudrait être de notre bord, car il n'aurait où aller.

Les communistes ne triompheront-ils pas en Espagne après le départ de Franco ?

Non. Le parti communiste espagnol est très faible en

Espagne, et a toujours été très faible, excepté durant la guerre civile, lorsque la Russie seule envoya de l'aide à la République espagnole après que l'Allemagne et l'Italie eussent aidé Franco. L'influence communiste sur la masse espagnole est nulle ou à peu près, jusqu'à présent, quoique Franco, bien sûr, appelle « communistes » tous ses ennemis en Espagne. La seule chance qu'ont les communistes en Espagne est que les Etats-Unis contractent une alliance avec Franco, montrant ainsi aux Espagnols que le seul moyen de se débarrasser de Franco est de se joindre aux communistes.

L'opposition en Espagne est-elle communiste ?

Pas du tout. Presque tous les Espagnols

sont catholiques, y compris les ennemis de Franco en Espagne même — et parmi eux les Basques dont beaucoup de prêtres furent emprisonnés par Franco après la guerre civile. La plus forte alliance

contre Franco, une alliance des partis démocrates et monarchistes, est principalement composée de catholiques.

Quelle est l'attitude des catholiques non espagnols vis-à-vis de Franco ?

Presque tous les partis politiques catholiques qui forment les gouvernements anticommunistes en Europe occidentale ont condamné le gouvernement de Franco. Par exemple, Gaston Tessier, à la fois président de la Confédération Internationale et de la Confédération française des Unions chrétiennes a dit récemment : « Depuis sa fondation en 1919, la C. I. des U. C. a toujours été opposée à toute forme de dictature, que ce soit celle de Hitler, de Staline, de Mussolini ou de Franco ». Un prêtre catholique, le père Cary-Elwes, disait dans le *Spectator* de Londres, le 7 octobre 1949 : « Si nous aidons Franco, nous maintenons un dictateur et augmentons ainsi les chances des communistes après sa chute. »

Que pense de Franco le monde du travail dans son ensemble ?

La meilleure réponse que l'on puisse donner à cette question est de citer des passages de la résolution du récent Congrès de la Confédération Internationale des Unions libres des travailleurs, toutes les unions anticommunistes du monde, comprenant C. I. O. et A. F. L. Le Congrès fit adopter à l'unanimité une résolution précisant que l'Espagne de Franco ne devait pas être incluse comme partenaire des démocraties mondiales et ajouta : « Ce Congrès témoigne de l'opposition à toute volonté d'assistance en faveur de l'Espagne jusqu'à ce qu'elle soit une démocratie et que les droits de toute union de travailleurs aient été restaurés et soient une fois de plus à même d'apporter leur contribution au relèvement du pays. »

Les Russes essaient-ils de nous éloigner d'une alliance avec Franco ?

Non. Au contraire les Russes font tout ce qu'ils peuvent pour faire croire au reste du monde que nous sommes déjà des alliés de Franco. Radio-Moscou en parle tous les jours abondamment à

l'Europe occidentale et en toutes les langues. Par exemple, le 28 septembre 1949, Radio-Moscou disait : « En échange d'une main mise complète sur l'Espagne, Franco s'est assuré l'aide de l'impérialisme américain pour empêcher ainsi le total effondrement de sa tyrannie. Ce n'est pas chose nouvelle — c'est la direction prise par la politique d'après guerre des Etats-Unis, destinée à protéger le fascisme et les régimes anti-démocratiques à travers le monde ». Telle est la ligne de Moscou. Dans les Nations Unies, les Russes et leurs satellites font souvent à propos de l'Espagne les plus extrêmes propositions, dans le seul but de forcer les Etats-Unis et les autres démocraties à voter contre eux et se montrer ainsi pour Franco. Vous pouvez en déduire combien les propagandistes se réjouiraient si véritablement nous nous rallions à Franco.

Pourquoi les Russes tiennent-ils à montrer que nous sommes amis de Franco ?

Afin de rompre l'alliance qui existe entre les Etats-Unis et les forces démocratiques de l'Europe occidentale.

Pourquoi les Européens occidentaux n'aiment-ils pas Franco ?

De nouveau, le secrétaire Acheson donne la meilleure réponse à la question lorsqu'il a dit récemment : « Le gouvernement de Franco a été établi avec l'aide active, et seulement à cause de cette aide, de Hitler et de Mussolini. Un gouvernement fut établi en Espagne sur le modèle des régimes établis en Italie et en Allemagne, et il était, et il est, un gouvernement fasciste et une dictature ». Les Européens qui vivent près de l'Espagne ressentent vivement la présence de Franco ; leurs gouvernements ne cessent de demander que Franco soit formellement banni des Nations Unies aussi longtemps que son gouvernement restera au pouvoir.

L'Amérique latine aime-t-elle Franco ?

Oui, en partie. Notamment, les dictateurs sud-américains. Si ces « surhommes » du totalitarisme sont capables de proclamer que les Etats-Unis en aidant Franco se sont ralliés à leur bord,

les forces démocratiques de l'Amérique latine recevraient un grand coup et le prestige de la démocratie américaine sombrerait bien bas. Un exemple du sentiment anti-franquiste en Amérique latine fut la décision radicale adoptée à l'unanimité en septembre dernier lors de la Confédération des ouvriers américains à la Havane représentant une force pro-démocratique et anticommuniste dans tous les pays d'Amérique latine.

Y a-t-il vraiment une chance pour que Franco soit bientôt renversé ?

Oui, cette chance existe. Il manque de plus en plus d'argent et ses propres alliés l'abandonnent. A la fois le monde des affaires et l'armée en Espagne désirent arrêter la décadence définitive de l'économie espagnole et ils ne voient aucune possibilité de le faire tant que Franco reste au pouvoir. Privé de tels supports, Franco ne peut durer beaucoup plus longtemps, à moins que, bien entendu, il ne soit soutenu par des prêts américains. C'est pour cela qu'il est si impatient d'obtenir à présent l'aide des États-Unis.

Qui succédera à Franco s'il s'en va ?

En Espagne, tous ceux qui font partie des principaux groupements qui s'opposent à Franco désirent un plébiscite pour désigner le gouvernement qui suivra. Ce sera peut être un gouvernement républicain, ou peut-être une monarchie constitutionnelle. Les formes possibles de l'Etat ne sont pas facilement prévisibles tant que la dictature est au pouvoir. Les chefs démocratiques actuels d'Allemagne et d'Italie étaient inconnus sous Hitler et Mussolini. Comme la monarchie espagnole en 1931, le régime de Franco peut s'achever sans effusion de sang, pourvu que, naturellement, il ne soit pas indéfiniment maintenu au pouvoir par l'aide américaine.

L'aide des U. S. A. est-il le seul espoir de Franco pour se maintenir au pouvoir ?

Oui, à peu près. Ses représentants sont maintenant à Washington pour obtenir un prêt ou un secours d'argent.

Quel est l'agent de Franco le mieux introduit pour obtenir l'aide américaine ?

José-Félix de Lequerica, techniquement connu comme « Inspecteur des Ambassades ». Il fait des longs séjours à Washington où seulement bien peu de personnes savent qu'il donna aux diplomates japonais délégués à Vichy (France) un banquet pour célébrer la prise de Manille par les Japonais sur les États-Unis en 1943.

Parlant de Manille, quelle a été l'opinion de Franco sur le Gouvernement de paille qu'il y a eu, pendant la guerre ?

Lorsque le gouvernement Quisling a été établi à Manille, en octobre 1943, le ministre des Affaires étrangères de Franco, le comte Jordana, a envoyé « les plus sincères sentiments... de la part du peuple espagnol » au président de paille José Laurel.